



COMMUNIQUE DE PRESSE

Attal, capitaine du Titanic pour le logement social

À la suite des annonces de Gabriel Attal sur le logement, pour la CNL c'est alerte rouge à tous les étages.

Le Premier ministre revendique un parler franc et le pragmatisme politique. Son discours de politique générale cette après-midi avait le ton d'une relance économique, en avait-il le contenu ? Rien de moins sûr.

La France de 2023, c'est 3000 enfants qui dorment à la rue, toujours plus de mal logés, de sans logés et de personnes qui subissent la précarité énergétique. C'est seulement 82 000 logements sociaux neufs construits, ce qui représente une baisse de 14% de la production et de 25% dans le logements neufs privés. Des milliers d'emplois dans le secteur du bâtiment menacé. Que propose Gabriel Attal ?

Rien sauf un gouvernement qui continue de croire que la résolution de la crise passera par le marché.

Rien pour relancer la construction. Rien pour revaloriser le pouvoir d'achat. Rien pour protéger les ménages face à la fin du bouclier énergétique et la nouvelle hausse de l'électricité et du gaz.

Sa proposition de déverrouiller le secteur du logement, c'est le risque d'un recul de la protection des habitant-es et des normes environnementales. Des formules choc pour tenter de masquer le refus du gouvernement d'assumer ses responsabilités politiques et financières, alors que depuis 2018 c'est 10,5 milliards d'euros de pris sur le budget des bailleurs avec la ponction réduction de loyers de solidarité !

Ainsi quand le 1er Ministre annonce vouloir " donner la main aux maires sur les attributions de logements sociaux", il s'agit de renforcer de façon arbitraire leur pouvoir et donc de remettre en question la cohésion, la cohérence et l'égalité entre les territoires et de favoriser le risque de clientélisme.

Gabriel Attal veut déverrouiller le secteur du logement pour que chacun.e puisse se loger? Qu'il rétablisse l'aide à la pierre et lance un plan massif de constructions de 250 000 logements sociaux par an et sur 5 ans, qu'il augmente l'APL, abrogation de la RLS, respect de la loi SRU, instaure le blocage des loyers et gèle la hausse des charges pour protéger les ménages face à la crise.

Le logement social, on peut y naître, y vivre et y mourir. Ce que propose le Premier ministre c'est ni plus ni moins que détruire la politique de droit commun du logement mais aussi faire porter le financement du logement social sur les collectivités territoriales avec la

multiplication des exceptions et ses annonces sur la future loi de décentralisation afin de dissimuler le bilan honteux de la macronie dans le secteur.

La CNL refuse cette perspective. A l'inverse, elle défend la mise en place d'une sécurité sociale du logement.

Elle appelle les habitant-es à se mobiliser pour préserver le logement social, 1er pilier de la lutte contre la crise du logement.

Montreuil le 30 janvier 2024